

# « On va **enfoncer** les élèves, pas les sauver »

Pour Laurent Henquet (MR), le Pacte d'excellence risque d'aboutir à une dilution des connaissances

**L**e Pacte pour un enseignement d'excellence, c'est le Pacte des contradictions, selon le député MR Laurent Henquet. Cet ancien enseignant et ancien directeur d'école (pendant 13 ans) aimerait bien terminer sa première législature sur une note positive, mais il craint que le projet mis en place ne contribue pas à réduire les inégalités scolaires qui marquent au fer rouge notre enseignement. Pis : qu'il finisse par enfoncer les enfants que le Pacte entend sauver. Morceaux choisis de ce qui lui semble un bilan correct (celui du MR, bien sûr) de la législature.

« On vote le Pacte et le tronc commun qui en est le chantier principal en dernière minute, alors que le Conseil d'État l'a dézingué en 27 pages ». Laurent Henquet dit ne pas en être revenu : « Le Conseil

**« Demain, les enfants connaîtront à 15 ans ce qu'ils connaissent aujourd'hui à 14 ans. On perdra encore un an sur la Flandre »**

d'État écrit : « Eu égard à nos remarques, on arrête l'analyse du texte ». Vous imaginez ? Le Conseil d'État parle d'un décret mal formulé, d'un financement non prévu, d'une absence de réflexion pour ce qui se passera après la 3<sup>e</sup> année secondaire, fin du tronc commun », dit-il. « On n'y a visiblement pas réfléchi ! »

**> Liberté d'enseignement menacée.** « On veut donner plus d'autonomie aux écoles, mais le Conseil d'État a été très clair. Si les grilles horaires ont un côté indicatif en primaire, elles sont tellement précises en secondaire qu'il y a un risque de violer l'article 24 de la Constitution », dit M. Henquet. Avant de reprendre le credo du MR selon lequel les enfants suivront moins d'heures de maths et de français. « Même si la ministre affirme qu'il y aura une transversalité des matières et que l'on fera aussi du français dans les cours techniques. Soyons sérieux. On maintient 28 périodes dans le fondamental, mais on en ajoute sept (trois de cours polytechniques, deux d'accompagnement personnalisé et deux d'initiation artistique et culturelle, NdlR). Je ne dis pas que ce que propose M<sup>me</sup> Schyns est inintéressant, mais il fallait au moins augmenter le temps scolaire à 30 périodes hebdomadaires. Le souci : cela aurait coûté 30 millions par an, ce qui pourtant n'est rien sur un budget de 7 milliards. »

**> « C'est comme apprendre l'informatique sur un ordinateur des années 80 ! »** « C'est bien de sensibiliser aux métiers techniques, mais aujourd'hui, pour l'éducation à la technologie, on n'a déjà ni les profs, ni les locaux, ni le matériel. Cela n'ira pas mieux demain. C'est comme si on apprenait l'informatique à quelqu'un avec un vieux ordinateur des années 80. Comment voulez-vous qu'il fasse positivement le choix d'une filière qualifiante ? La ministre me

répond que les nouveaux enseignants seront formés à cela. Je réponds que l'on arrivera surtout à une dilution des

connaissances. Moi, je dis que l'on n'imposera pas ce tronc commun polytechnique. »

**> « Maîtriser les savoirs de base ? On va diluer les connaissances. »** – « À force de courir 20 lièvres à la fois, on ne va pas renforcer la maîtrise des savoirs de base, ce qui est le point le plus important et sur lequel le MR insiste », reprend le député libéral. « Il faut réduire les inégalités scolaires et c'est un sujet qui me touche au cœur, moi qui suis issu d'un milieu précarisé. Tous les enfants doivent maîtriser les savoirs de base à la sortie des primaires. Avant, des enseignants de 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> secondaire témoignaient des difficultés de lecture (compréhension) de certains de leurs élèves. Aujourd'hui, ces remarques émanent d'enseignants de 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> secondaire. C'est le patron de l'Union wallonne des entreprises qui me disait récemment qu'à 15 ans, un jeune ne sait pas lire un plan. Il n'en revenait pas. »

**> Ascenseur social toujours en panne ?** « Ce qu'il risque de se passer ? Que l'école ne joue plus du tout son rôle d'ascenseur social et que s'en sortent ceux dont les parents auront les moyens (cours privés payés, etc.) », insiste-t-il.

**« Sensibiliser aux métiers techniques, c'est bien, si on a les profs, les locaux, le matériel. Ils manquent déjà pour l'éducation à**

## **la technologie »**

« Demain, les enfants connaîtront donc à 15 ans ce qu'ils connaissent aujourd'hui à 14 ans. On perdra encore un an sur la Flandre, alors que l'on a déjà un an de retard. Contradiction : le Pacte risque d'enfoncer ceux qu'il prétend sauver ! »

> « **On veut renforcer l'autonomie des écoles, mais on fait le contraire** ». « Le Conseil d'État dit lui-même que l'on va trop loin dans les impositions aux écoles », s'insurge encore M. Henquet. « On veut aussi imposer du travail collaboratif, ce qui peut être une très bonne chose là où ça ne se fait pas. Mais cela se fait déjà dans plein d'écoles : une heure ou deux de bénévolat et l'école s'organise. Mais en se montrant trop injonctive, la ministre risque de déstructurer les écoles, de les désorganiser. C'est comme les plans de pilotage. J'approuve la philosophie... Mais les réseaux ont obtenu que 250 conseillers pédagogiques aillent expliquer de

## **« Il pourrait manquer jusqu'à mille profs à temps plein »**

Si l'élève est le premier artisan de sa réussite, dit Laurent Henquet, enseignants et éducateurs sont là pour l'épauler, quelles que soient les difficultés. « Ils sont la pierre angulaire du système. On peut critiquer notre enseignement, dire qu'il est le champion du monde des inégalités, mais quand je vois des petits schtroumpfs entrer à 2 ans et sortir à 18 ou 20 avec

un bagage, c'est grâce aux enseignants. Je n'accepte pas que l'on mette en cause leur travail : 95 % des élèves réussissent dans le fondamental, 85 % dans le secondaire, c'est dû à la qualité de ce travail. »

### **BOOM DÉMOGRAPHIQUE**

Le directeur devenu député dit ne pas se mettre la tête dans le sable, « mais ce n'est pas en ra-

baissant le travail des enseignants que l'on va convaincre les jeunes de choisir cette filière (...) Il ne faut pas tout révolutionner. Il faut parler en termes positifs de ce métier. Les enseignants contribuent à édifier des personnalités, ça, c'est magnifique. L'avenir de notre société passe par eux. C'est une carrière fantastique.

Malheureusement, il y a une pénurie des enseignants. Je lisais dans la revue Alter Échos que des chercheurs ont estimé le nombre de professeurs qui entreraient sur le marché, à Bruxelles, et ceux qui en sortiraient à l'horizon 2019-2020. Ils ont comparé ce résultat à l'augmentation des besoins démographiques. Ils s'attendent à un déficit situé dans une four-

chette entre 160 et 1.064 profs à temps plein. » ●

D.S.W.

**Ils ont écrit une lettre au député MR, peu favorable au Pacte d'excellence****« Les enseignants socialistes sont d'accord avec moi »**

Il n'en est pas encore revenu Laurent Henquet. Lui, le député MR a reçu une lettre de l'association francophone des enseignants socialistes qui dénonçait « les méfaits de la plupart des décrets votés sous cette législature » (sic). Le député détaille la missive : « C'est étonnant d'entendre des enseignants socialistes parler d'un tronc commun » qui, contrairement à ce qui est annoncé, délaiera dans une grille horaire uniforme et insensée les apprentissages fondamentaux ; d'activités, présentées comme une éducation technologique, qui confinent au plus haut ridicule ; de conditions pédagogiques à ce point désastreuses qu'elles n'apporteront rien de positif pour les élèves et auront pour seul effet de faire fuir encore plus les enseignants ». Ce n'est pas écrit par un député MR, répète-t-il, « mais par des enseignants socialistes, proches donc de l'un des partis qui a voté

ce Pacte et ce tronc commun. »

M. Henquet pousse encore un peu plus loin ses constats.

« Lorsque l'on a évoqué l'avis numéro trois du groupe central sur ce pacte d'excellence, un certain nombre d'acteurs de l'enseignement y semblaient très favorables. Aujourd'hui, j'ai fait le compte : pour des raisons très différentes, il est vrai, la majorité de ces acteurs y est défavorable. C'est le cas de la Fapeo et de l'Ufapec (Fédération des associa-

tions de parents de l'enseignement officiel et catholique, NdLR), du Segec (enseignement catholique, NdLR), du Felsi (Établissements libres subventionnés indépendants, NdLR), du CECP (enseignement des communes et des provinces, NdLR), du CPeons (enseignement officiel neutre subventionné, NdLR). Quant aux syndicats, ils émettent un avis réservé sauf la CGSP socialiste qui y est favorable. » ●

D.SW.